

stagevoorwaarden ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente en van het brevet van verpleger of verpleegster.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 maart 1995.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele sector,

P. MAHOUX

F. 95 - 2187

[C - WIN - 29363]

10 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993 fixant les modalités de stages pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e);

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 avril 1994 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) et en particulier son article 17, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/CEE), modifiée par la Directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de la sage-femme (80/155/CEE), modifiée par la Directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 1994;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Conformément aux directives 77/453/CEE et 80/155/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 27 juin 1977 et du 21 janvier 1980, on entend par enseignement clinique : cette partie de la formation en art infirmier-obstétrical où l'étudiant(e) apprend, dans un cadre organisé et en contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes, sur la base de connaissances et d'aptitudes acquises, à programmer, organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux requis. L'étudiant(e) intégrera progressivement dans sa démarche le concept d'éducation à la santé.

Dans le cadre du présent arrêté, les termes "stage" et "enseignement clinique" sont synonymes.

Art. 2. § 1er L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiant(e)s sous la direction d'enseignants(antes) infirmiers(ères)/accoucheuses et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement.

§ 2 Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur

§ 3 Les établissements d'enseignement communiqueront chaque année à l'Inspection de la Direction Générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels l'enseignement clinique sera organisé.

CHAPITRE II. — Conditions de validité

Art. 3. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes

1° la planification, l'organisation et la coordination des heures d'enseignement clinique doivent être confiées à un(e) infirmier(ère) gradué(e) ou une accoucheuse ayant une expérience utile d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier;

2° la surveillance éducative des étudiant(e)s doit être placée sous la responsabilité d'un(e) enseignant(e) infirmier(ère) gradué(e) ou accoucheuse;

3° en aucun cas il ne peut y avoir plus de trois étudiant(e)s par infirmier(ère) ou par accoucheuse présent(e) dans le service,

4° les étudiant(e)s sont tenues de rédiger des rapports de soins à raison, en moyenne, d'un par 100 périodes de stages et, au minimum, un par discipline de stages. Par rapport de soins, on entend : un document destiné à fournir la preuve, d'une part, de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptés aux soins infirmiers ou obstétricaux et, d'autre part, d'une initiation à la recherche scientifique.

Art. 4. § 1er. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° un contrat dit de stage doit être conclu par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage; il a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation; ce contrat doit porter au moins sur les points suivants : les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage, le nombre d'étudiant(e)s par service, les années d'études, la durée et la répartition des stages dans le temps, l'assurance en responsabilité civile et l'encadrement des stages;

2° un dossier infirmier-obstétrical adapté aux besoins du service et/ou de l'unité doit être systématiquement employé;

3° une collaboration doit exister entre le département infirmier et l'établissement d'enseignement, conformément aux règles fixées par le contrat visé au 1°;

4° la preuve de discussions régulières concernant les patients et/ou l'adaptation des plans de soins doit être fournie par le service de stage;

5° le responsable dans l'institution de stage doit être le (la) chef du département infirmier ou un(e) infirmier(ère) gradué(e) qui en tient lieu ou qui lui est lié(e) sur le plan fonctionnel.

§ 2. En choisissant le service de stage, l'établissement d'enseignement veillera à ce que les étudiant(e)s soient confronté(e)s à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers-obstétricaux correspondant aux différents stades de la formation.

Pendant les stages, les étudiant(e)s doivent avoir la possibilité d'exécuter les tâches en rapport avec leur niveau de compétence et être à même d'en procéder à une évaluation méthodique.

Les expériences de formation acquises par les étudiant(e)s doivent faire l'objet de discussions avec les enseignants(antes)-infirmiers(ères)/accoucheuses ainsi qu'avec l'infirmier(ère) ou l'accoucheuse responsable du service chaque fois que cela s'avère possible.

§ 3. Le (la) Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux exigences figurant aux articles 2 et 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

CHAPITRE III. — Répartition de l'enseignement clinique

Section Ire. — Généralités

Art. 5. § 1er. L'enseignement clinique menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) doit comprendre au minimum 1.800 périodes de 50 minutes réparties sur 3 années.

§ 2. L'enseignement clinique menant à l'obtention du diplôme d'accoucheuse doit comprendre au minimum 2.090 périodes de 50 minutes réparties sur 4 années.

Art. 6. Sur l'ensemble des 3 années d'études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) ou des 4 années d'études menant à l'obtention du diplôme d'accoucheuse, des visites d'études dans un ou plusieurs des domaines de stages cités aux sections 2 et 3 du présent chapitre peuvent être organisées, à concurrence de 150 périodes maximum et pour autant que les étudiant(e)s fassent un rapport écrit de chacune d'elles.

Art. 7. Pour chaque étudiant(e), l'établissement d'enseignement remplit un tableau récapitulatif de stages qui est à soumettre au visa de l'inspection de la Direction Générale de la Santé à l'issue de l'année scolaire conduisant à l'obtention d'un des diplômes visés au présent arrêté.

Section II. — Pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e)

Art. 8. La 1ère année comporte un minimum de 280 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine;

2° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie;

3° maximum 80 périodes auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de gériatrie ou résidant en maison de repos ou en maison de repos et de soins, à l'exclusion des services psycho-gériatriques;

4° maximum 40 périodes au choix de l'établissement d'enseignement qui peuvent éventuellement être organisées dans d'autres disciplines que celles citées ci-dessus, à l'exclusion des services de pédiatrie, de maternité, de psychiatrie et des services de soins à domicile.

Art. 9. La 2ème année comporte un minimum de 550 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° minimum 240 périodes auprès d'adultes hospitalisés dont au minimum 80 périodes organisées dans des services de médecine et au minimum 80 périodes organisées dans des services de chirurgie;

2° minimum 80 périodes auprès de mères et de nouveau-nés et d'enfants ou d'adolescents sains; cet enseignement doit obligatoirement être organisé en maternité, à raison de 40 périodes minimum. Le complément peut être organisé auprès d'enfants séjournant dans des crèches, des maisons communales d'accueil de l'enfance, des écoles maternelles ou primaires, des homes pour enfants, ou des services de consultation centrés sur l'éducation à la santé;

3° minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins psychiatriques organisées en hôpital psychiatrique, en service psychiatrique d'un hôpital général ou en maison de soins psychiatriques;

4° 150 périodes au choix dont 80 périodes au choix de l'étudiant(e) qui doivent être organisées dans une des disciplines citées aux articles 8 et 9 et maximum 70 périodes au choix de l'établissement d'enseignement qui peuvent éventuellement être organisées dans d'autres disciplines à l'exclusion des services de pédiatrie et des services de soins à domicile.

Art. 10. La 3^{ème} année comporte un minimum de 970 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux et spécialisés à répartir comme suit :

1° minimum 460 périodes auprès d'enfants et d'adultes hospitalisés dont :

a) 80 périodes minimum organisées dans des services de pédiatrie.

b) 120 périodes minimum organisées dans des services de médecine.

c) 120 périodes minimum organisées dans des services de chirurgie. Dans la mesure des possibilités, les étudiant(e)s fréquenteront le quartier opératoire. Si cette possibilité est utilisée, le nombre de périodes minimum y consacré ne peut être inférieur à 40.

2° minimum 120 périodes auprès de personnes âgées organisées dans les structures visées à l'article 8, 3°, y compris les services de psycho-gériatrie;

3° minimum 80 périodes auprès de personnes prises en charge par le réseau des soins de santé extra-hospitaliers; cet enseignement doit obligatoirement être organisé auprès de personnes recevant des soins à domicile dispensés par le personnel infirmier de services de soins à domicile, à raison de 40 périodes minimum;

4° 310 périodes au choix dont 160 périodes au choix de l'étudiant(e) qui doivent être organisées dans une des disciplines citées aux articles 8, 9 et 10, utilisées, le cas échéant, pour la préparation du travail de fin d'études et 150 périodes au choix de l'établissement d'enseignement.

Section III. — Pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse

Art. 11. La 1^{ère} année comporte un minimum de 280 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine.

2° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie;

3° maximum 80 périodes auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de gériatrie ou résidant en maison de repos ou en maison de repos et de soins, à l'exclusion des services psycho-gériatriques;

4° maximum 40 périodes au choix de l'établissement d'enseignement qui peuvent éventuellement être organisées dans d'autres disciplines que celles citées ci-dessus, à l'exclusion des services de pédiatrie, de maternité, de psychiatrie et des services de soins à domicile.

Art. 12. La 2^{ème} année comporte un minimum de 550 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine;

2° minimum 80 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie dont 40 périodes auprès de femmes présentant des pathologies gynécologiques;

3° minimum 160 périodes auprès de mères et de nouveau-nés et d'enfants ou d'adolescents sains; cet enseignement doit obligatoirement être organisé en maternité, à raison de 120 périodes minimum. Le complément peut être organisé auprès d'enfants séjournant dans des crèches, des maisons communales d'accueil de l'enfance, des écoles maternelles ou primaires, des homes pour enfants, ou des services de consultation centrés sur l'éducation à la santé;

4° minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins psychiatriques organisées en hôpital psychiatrique, en service psychiatrique d'hôpital général ou en maison de soins psychiatriques;

5° 150 périodes au choix dont 80 périodes au choix de l'étudiant(e) qui doivent être organisées dans une des disciplines citées aux articles 11 et 12 et maximum 70 périodes au choix de l'établissement d'enseignement qui peuvent éventuellement être organisées dans d'autres disciplines à l'exclusion des personnes âgées et des services de soins à domicile. Pour l'année scolaire 1994-1995, les chiffres précités de 150, 80 et 70 sont cependant respectivement de 80, 40 et 40.

Art. 13. Les deux dernières années comportent un minimum de 1.260 périodes d'enseignement des soins obstétricaux dont minimum 420 périodes en 3^{ème} année et minimum 840 périodes en 4^{ème} année. La répartition de l'enseignement clinique est la suivante :

1° minimum 180 périodes en consultation prénatale;

2° minimum 500 périodes en salle de travail et salle d'accouchement;

3° minimum 120 périodes consacrées à la guidance et aux soins à l'accouchée et au nouveau-né; cet enseignement doit être organisé en maternité;

4° minimum 120 périodes en néonatalogie;

5° minimum 120 périodes consacrées à la surveillance de grossesses à risques;

6° minimum 60 périodes en salle d'opération pour des interventions gynécologiques;

7° 120 périodes au choix.

L'enseignement clinique des soins obstétricaux comportera au moins les activités suivantes :

- a) pratique par l'étudiant(e) d'au moins 100 examens prénataux en consultation pour femmes enceintes;
- b) surveillance et soins d'au moins 40 parturientes;
- c) réalisation par l'étudiant(e) d'au moins 40 accouchements.
- d) participation active à des accouchements par le siège. En cas d'impossibilité liée à un nombre insuffisant d'accouchements par le siège, une formation par simulation devra être réalisée;
- e) pratique de l'épisiotomie et initiation à la suture. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques. La pratique de la suture comprend la suture des épisiotomies et des déchirures simples du périnée;
- f) surveillance et soins de 40 femmes enceintes, en cours d'accouchement ou accouchées, exposées à des risques;
- g) surveillance et soins, y compris examen d'au moins 100 accouchées et nouveau-nés;
- h) observation et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux, y compris ceux nés avant terme, après terme, ainsi que ceux d'un poids inférieur à la normale ou malades;
- i) soins aux femmes présentant des pathologies gynécologiques.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales et transitoires

Art. 14. § 1er. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au cours de l'année académique 1993/94 pour la 1ère année des études d'infirmier(ère) gradué(e) et d'accoucheuse, au cours de l'année académique 1994/95 pour la 2ème année des études d'infirmier(ère) gradué(e) et d'accoucheuse, au cours de l'année académique 1995/96 pour la 3ème année des études d'infirmier(ère) gradué(e) et d'accoucheuse et au cours de l'année académique 1996/97 pour la 4ème année des études d'accoucheuse.

§ 2. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993 fixant les modalités de stages pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) est abrogé, en ce qui concerne chacune des années d'études susvisées, à la date d'entrée en vigueur fixée par le § 1er du présent article.

§ 3. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993 reste d'application jusqu'à la fin de l'année académique 1995/96 pour l'obtention des diplômes d'infirmier(ère) gradué(e) psychiatrique, d'infirmier(ère) gradué(e) pédiatrique, et jusqu'à la fin de l'année académique 1996/97 pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) social(e).

Art. 15. Le (la) Ministre qui à la Santé dans ses attributions est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1995

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 95 — 2187

[C — WIN — 29363]

10 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs ter verkrijging van de diploma's van vroedvrouw en gegraduateerd(e) verpleger of verpleegster

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 27 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van regelen omtrent de stages tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw, gegraduateerde verpleger en verpleegster;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en gegraduateerd(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend en inzonderheid op zijn artikel 17, gewijzigd bij het besluit van 3 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging (77/453/EEG), gewijzigd bij de richtlijn 89/595/EEG van 10 oktober 1989;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de vroedvrouw, (80/155/EEG), gewijzigd bij de Richtlijn 89/594/EEG van 30 oktober 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 juli 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met de Gezondheidspromotie;
Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 10 mei 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Overeenkomstig de Richtlijnen 77/453/EEG en 80/155/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 en van 21 januari 1980, wordt verstaan onder klinisch onderwijs : dat gedeelte van de opleiding in de verpleegkunde-verloskunde waarbij de student(e), in een georganiseerd kader en in rechtstreeks contact met een gezonde of zieke persoon en/of met groepen, op grond van opgedane kennis en geschiktheid de vereiste verpleegkundige-verloskundige verzorging leert programmeren, organiseren, verstrekken en evalueren. De student(e) zal geleidelijk het begrip gezondheidsopvoeding in zijn(haar) opleidingsproces integreren.

In dit besluit zijn de woorden "stage" en "klinisch onderwijs" synoniem.

Art. 2. § 1. Het klinisch onderwijs wordt verstrekt in de in België gelegen stagediensten die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van leerkrachten-verpleegkundigen/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichting;

2. Al de voormelde diensten moeten erkend worden door de bevoegde overheid, overeenkomstig de geldende wetgeving;

§ 3. De onderwijsinrichtingen moeten elk jaar aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid de lijst mededelen van de instellingen en diensten waar het klinisch onderwijs wordt georganiseerd.

HOOFDSTUK II. — *Geldigheidsvoorwaarden*

Art. 3. Om geldig te zijn, moet het klinisch onderwijs aan volgende voorwaarden voldoen :

1° de planning, de organisatie en de coördinatie van de uren klinisch onderwijs moeten toevertrouwd worden aan een gegradueerd(e) verpleger of verpleegster of aan een vroedvrouw die een nuttige ervaring van ten minste zes jaar in het verpleegkundig onderwijs telt;

2° het opvoedingstoezicht op de studenten moet onder de verantwoordelijkheid van een leerkracht gegradueerd(e) verpleger of verpleegster of vroedvrouw staan;

3° in geen geval mogen er meer dan drie studenten per aanwezige verpleger of verpleegster of vroedvrouw zijn;

4° de studenten zijn verplicht verzorgingsverslagen op te stellen naar rata van, gemiddeld, een per 100 stagelestijden en ten minste een per stagevak. Onder verzorgingsverslag wordt verstaan : een document ten bewijze enerzijds van de verwerving van een aan de verpleging of verloskunde aangepaste oplossingswijze van problemen en anderzijds van een inleiding tot het wetenschappelijk onderzoek.

Art. 4. § 1. De volgende voorwaarden inzake werking en organisatie moeten vervuld zijn :

1° een zogenaamde stageovereenkomst moet schriftelijk worden afgesloten tussen de onderwijsinrichting en de instelling waar de stage gebeurt. Ze heeft tot doel de betrekkingen te regelen tussen de onderwijsinrichting die verantwoordelijk is voor de vorming en de stage-instelling die aan deze vorming medewerkt. Deze overeenkomst moet ten minste op de volgende punten betrekking hebben : de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinrichting als van de stage-instelling, het aantal studenten per dienst, de studiejaar, de duur van de stages en de spreiding ervan in de tijd, de verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid en de begeleiding van de stages.

2° een verpleegkundig-verloskundig dossier, aangepast aan de behoeften van de dienst en/of de eenheid, moet systematisch gebruikt worden;

3° een samenwerking moet bestaan tussen het verpleegdepartement en de onderwijsinrichting, overeenkomstig de regels bepaald in de in 1° bedoelde overeenkomst;

4° het bewijs van regelmatige besprekingen met betrekking op de patiënten en/of de aanpassing van de verzorgingsplannen moet door de stagedienst geleverd worden;

5° de verantwoordelijke in de stage-instelling moet het hoofd zijn van het verpleegdepartement of een gegradueerd(e) verpleger of verpleegster die hem(haar) vervangt of die met hem (haar) in functionele verbinding staat.

§ 2. Bij het kiezen van de stagedienst zorgt de onderwijsinrichting ervoor dat de studenten kennis maken met een rist sanitaire en /of pathologische toestanden en psycho-medisch-sociale aspecten alsook met een gedifferentieerde verpleegkundige-verloskundige verzorging die met de verschillende stadia van de opleiding overeenstemt.

Tijdens de stages moeten de studenten de mogelijkheid hebben om taken te kunnen uitvoeren in verhouding met hun bevoegdheidsniveau en in staat zijn er een methodische evaluatie van te maken.

De door de studenten verworven ervaring inzake opleiding moet elke keer dat dit mogelijk blijkt het voorwerp zijn van besprekingen met de leerkrachten-verplegers, verpleegsters/vroedvrouwen alsook met de voor de dienst verantwoordelijke verpleger of verpleegster of vroedvrouw.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheidszorg behoort, kan voor het kiezen van de dienst of van de eenheid van het klinisch onderwijs een afwijking toestaan van de in de artikelen 2 en 4 vermelde vereisten, inzonderheid wanneer het nieuwe ondervindingen inzake gezondheidszorg betreft.

HOOFDSTUK III. — *Verdeling van het klinisch onderwijs**Afdeling I. — Algemeenheden*

Art. 5. § 1. Het klinisch onderwijs ter verkrijging van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster, moet ten minste 1800 lestijden van 50 minuten omvatten, verdeeld over drie jaar.

§ 2. Het klinisch onderwijs ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw moet ten minste 2090 lestijden van 50 minuten omvatten, verdeeld over vier jaar.

Art. 6. Gedurende het geheel van de 3 studie jaren ter verkrijging van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster of van de 4 studie jaren ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw mogen studiebezoeken in een of verschillende van de in de afdelingen 2 en 3 van dit hoofdstuk vermelde stagegebieden ingericht worden, naar rata van ten hoogste 150 lestijden en mits de studenten een schriftelijk verslag over elk studiebezoek opmaken.

Art. 7. Voor iedere student(e) moet de onderwijsinrichting een samenvattende stagetabel invullen, die ter visering aan de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid moet voorgelegd worden, na afloop van het studiejaar ter verkrijging van een van de in dit besluit bedoelde diploma's.

Afdeling II. — Ter verkrijging van het diploma van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster

Art. 8. Het eerste studiejaar moet ten minste 280 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in geneeskundige ziekenhuisdiensten.
- 2° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in heelkundige ziekenhuisdiensten.
- 3° ten minste 80 lestijden bij bejaarden in geriatrische ziekenhuisdiensten of bij bejaarden die in rusthuizen of in rust- en verzorgingshuizen verblijven, met uitsluiting van de psycho-geriatrische diensten
- 4° ten minste 40 lestijden naar keuze van de onderwijsinrichting die eventueel ingericht kunnen worden in andere dan de hier voormelde vakken, met uitsluiting van de diensten voor pediatrie, kraamverzorging, psychiatrie en de diensten voor thuisverzorging.

Art. 9. Het tweede jaar ten minste 550 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 240 lestijden bij in een ziekenhuis verpleegde volwassenen, waaronder ten minste 80 lestijden ingericht in geneeskundige diensten en ten minste 80 lestijden ingericht in heelkundige diensten;
- 2° ten minste 80 lestijden bij moeders en pasgeborenen en bij gezonde kinderen of adolescenten. Dit onderwijs moet ingericht worden in een kraaminrichting naar rata van ten minste 40 lestijden. Het bijkomend gedeelte mag ingericht worden bij kinderen die in crèches, kinderdag- en nachtverblijven, gemeentelijke opvanghuizen voor kinderen, kleuterscholen of lagere scholen, kindertehuizen, raadplegingsdiensten gericht op de gezondheidsopvoeding, verblijven.
- 3° ten minste 80 lestijden bij personen die psychiatrische gezondheidsverzorging nodig hebben, ingericht in psychiatrische ziekenhuizen, in de psychiatrische dienst van een algemeen ziekenhuis of in huizen voor psychiatrische verzorging;
- 4° 150 lestijden naar keuze waarvan 80 lestijden naar keuze van de student(e) die moeten ingericht worden in een van de in de artikelen 8 en 9 vermelde vakken en ten hoogste 70 lestijden naar keuze van de schoolinrichting die eventueel kunnen ingericht worden in andere vakken, met uitsluiting van de diensten voor pediatrie en de diensten voor thuisverzorging.

Art. 10. Het derde jaar moet ten minste 970 lestijden onderwijs in de algemene en gespecialiseerde verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 460 lestijden bij in een ziekenhuis opgenomen kinderen en volwassenen waarvan :
 - a) ten minste 80 lestijden ingericht in diensten voor pediatrie.
 - b) ten minste 120 lestijden ingericht in geneeskundige diensten;
 - c) ten minste 120 lestijden ingericht in heelkundige diensten. Voor zover mogelijk gaan de studenten regelmatig naar de operatieafdeling. Indien er van deze mogelijkheid gebruik wordt gemaakt, moeten er ten minste 40 lestijden aan besteed worden
- 2° ten minste 120 lestijden bij bejaarden georganiseerd in de bij artikel 8, 3° bedoelde structuren, met inbegrip van de psycho-geriatrische diensten;
- 3° ten minste 80 lestijden bij personen ten laste genomen door het net van de gezondheidszorgen buiten het ziekenhuis; dit onderwijs moet worden ingericht bij personen die thuis worden verzorgd door het verplegend personeel van de diensten voor thuisverzorging, naar rata van ten minste 40 lestijden;
- 4° 310 lestijden naar keuze waaronder 160 lestijden naar keuze van de student(e), die moeten ingericht worden in een van de in de artikelen 8, 9 en 10 vermelde vakken, desgevallend gebruikt voor de voorbereiding van het einde-studiewerk en 150 lestijden naar keuze van de schoolinrichting.

Afdeling III. — Ter verkrijging van het diploma van vroedvrouw

Art. 11. Het eerste jaar moet ten minste 280 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in geneeskundige ziekenhuisdiensten;
- 2° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in heelkundige ziekenhuisdiensten;
- 3° ten minste 80 lestijden bij bejaarden in geriatrische ziekenhuisdiensten of die in rusthuizen, in rust- en verzorgingshuizen verblijven, met uitsluiting van de psycho-geriatrische diensten;
- 4° ten minste 40 lestijden naar keuze van de onderwijsinrichting die eventueel ingericht kunnen worden in andere dan de hier voormelde vakken, met uitsluiting van de diensten voor pediatrie, kraamverzorging, psychiatrie en de diensten voor thuisverzorging.

Art. 12. Het tweede jaar moet ten minste 550 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in geneeskundige ziekenhuisdiensten;
- 2° ten minste 80 lestijden bij volwassenen in heelkundige ziekenhuisdiensten waarvan 40 lestijden bij vrouwen met gynaecologische pathologieën;
- 3° ten minste 160 lestijden bij moeders en pasgeborenen en bij gezonde kinderen of adolescenten. Dit onderwijs moet ingericht worden in een kraaminrichting naar rata van ten minste 40 lestijden. Het bijkomend gedeelte mag ingericht worden bij kinderen die in crèches, kinderdag- en nachtverblijven, gemeentelijke opvanghuizen voor kinderen, kleuterscholen of lagere scholen, kindertehuizen of raadplegingsdiensten gericht op de gezondheidsopvoeding verblijven.
- 4° ten minste 80 lestijden bij personen die psychiatrische gezondheidsverzorging nodig hebben, ingericht in psychiatrische ziekenhuizen, in de psychiatrische dienst van een algemeen ziekenhuis of in huizen voor psychiatrische verzorging;
- 5° 150 lestijden naar keuze, waarvan 80 lestijden naar keuze van de student(e), die moeten ingericht worden in een van de in de artikelen 11 en 12 vermelde vakken en ten hoogste 70 lestijden naar keuze van de schoolinrichting die eventueel kunnen ingericht worden in andere vakken, met uitsluiting van de bejaarden en de diensten voor thuisverzorging. Voor het schooljaar 1994-1995 zijn de voormelde cijfers 150, 80 en 70 echter respectievelijk 80, 40 en 40;

Art. 13. De laatste twee jaren moeten ten minste 1260 lestijden onderwijs in de verloskunde omvatten waarvan ten minste 420 lestijden in het 3e jaar en ten minste 840 lestijden in het 4e jaar. Het klinisch onderwijs wordt als volgt verdeeld :

- 1° minimum 180 lestijden voor prenataal consult;
- 2° minimum 500 lestijden in arbeids- en verloskamer;
- 3° minimum 120 lestijden besteed aan de begeleiding en de verzorging van de kraamvrouw en het pasgeboren kind; dit onderwijs moet in een kraaminrichting worden ingericht;
- 4° minimum 120 lestijden in de neonatalogie;
- 5° minimum 120 lestijden besteed aan toezicht op de met risico verbonden zwangerschappen;
- 6° minimum 60 lestijden in de operatiezaal voor gynaecologische ingrepen;
- 7° 120 lestijden naar keuze.

Het klinisch onderwijs in de verloskunde moet ten minste de volgende activiteiten omvatten :

- a) het bezigen door de student(e) van ten minste 100 prenatale onderzoeken tijdens de consulten voor zwangere vrouwen;
- b) toezicht en zorgverlening aan ten minste 40 vrouwen in partus;
- c) eigenhandig verrichten door de student(e) van ten minste 40 bevallingen.
- d) actieve deelneming aan bevallingen in stuitligging. Ingeval het onmogelijk blijkt bij gebrek aan voldoende bevallingen in stuitligging, moet in een opleiding door gesimuleerde situatie worden voorzien;
- e) verrichten van episiotomieën en het leren hechten. De inleiding moet zowel theoretisch onderwijs als klinische beoefeningen omvatten. Het hechten omvat het hechten van de episiotomieën en de gewone scheuringen van het perineum.
- f) toezicht op en verzorging van 40 vrouwen : zwanger, barend of reeds bevallen, die bloot staan aan risico's;
- g) toezicht op en verzorging, met inbegrip van het onderzoek, van ten minste 100 kraamvrouwen en pasgeborenen;
- h) observatie en verzorging van pasgeborenen die speciale zorgen nodig hebben, met inbegrip van prematuren, postmatuuren, alsook van degenen die minder wegen dan normaal of die ziek zijn;
- i) verzorging van vrouwen met gynaecologische pathologieën.

HOOFDSTUK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 14. § 1. De bepalingen van dit besluit treden in werking tijdens het academisch jaar 1993/94 voor het 1e studiejaar van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en vroedvrouw, tijdens het academisch jaar 1994/95 voor het 2e studiejaar van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en vroedvrouw, tijdens het academisch jaar 1995/96 voor het 3e studiejaar van gegradueerd(e) verpleger of verpleegster en vroedvrouw en tijdens het academisch jaar 1996/97 voor het 4e studiejaar van vroedvrouw.

§ 2. Het besluit van 27 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van regelen omtrent de stages tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw, gegradueerde verpleger en verpleegster wordt opgeheven wat betreft elk van de hierboven bepaalde studiejaren, op de datum van de inwerkingtreding bepaald bij § 1 van dit artikel.

§ 3. Het besluit van 27 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap blijft van toepassing tot het einde van het academisch jaar 1995/96 voor het bekomen van de diploma's van gegradueerd verpleger psychiatrie of gegradueerde verpleegster psychiatrie, van gegradueerd verpleger pediatrie of gegradueerde verpleegster pediatrie en tot het einde van het academisch jaar 1996/97 voor het bekomen van het diploma van gegradueerd maatschappelijk verpleger of gegradueerde maatschappelijke verpleegster.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 10 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter belast met Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

F. 95 - 2188

[Mac - 29200]

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

20 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des mesures temporaires en matière de paiement des allocations familiales aux enseignants définitifs de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois du 27 juillet 1971, du 11 juillet 1973, du 19 décembre 1974, l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et le décret de la Communauté française du 27 décembre 1993;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 119;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 29, modifié par la loi du 11 juillet 1973;

Vu les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 attribuant des bonifications d'ancienneté, un pécule de vacances et certaines allocations au personnel enseignant scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 7 décembre 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 1995;

Vu le protocole du 9 janvier 1995 du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 février 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 1995;

Arrête :

Article 1er. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, la réglementation suivante est applicable aux membres du personnel visés à l'article 101, troisième alinéa, 8°, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés qui, avant le 1er juillet 1984, bénéficiaient du paiement anticipé du traitement mensuel et des allocations familiales :

- les allocations familiales pour février 1995 sont payées le 10 février 1995 au plus tard;
- les allocations familiales pour mars 1995 sont payées le 20 mars 1995 au plus tard;
- les allocations familiales pour avril 1995 sont payées le 30 avril 1995 au plus tard;
- les allocations familiales des mois suivants sont payées en même temps que le traitement mensuel; cette mesure transitoire est d'application jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 41 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Art. 2. Par dérogation aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, les allocations familiales pour les membres du personnel visés à l'article 101, troisième alinéa, 8°, de ces lois sont, pendant une période de douze mois prenant cours à l'entrée en vigueur de l'article 41 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, payées à l'ayant droit, sauf en cas d'opposition.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er février 1995.

Art. 4. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et le Ministre de l'Education sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,
Ph. MAHOÛX